



Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Bruno PATERNOT, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Clothilde OLLIER, Séverine SAINT-MARTIN, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI

Hors commission - Desserte d'un bâtiment intercommunal par les réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées pour le développement de la consigne de verre pour réemploi - Convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un bâtiment sur la parcelle CA0002 située sur la commune de Lattes. Ce bâtiment, situé en zone AU et non desservi par les réseaux d'eau potable et d'assainissement collectif. Il a été demandé à la Direction Déléguée des Cycles de l'Eau, puis à la Régie des Eaux à compter du 1^{er} janvier 2023, de procéder à l'étude en vue du raccordement de ce site aux réseaux et de réaliser les travaux en 2023. Ces travaux de raccordement aux réseaux dans le bâtiment métropolitain ont pour objectif de faciliter l'exploitation du bâtiment, sa location, et par conséquent sa valorisation.

Montpellier Méditerranée Métropole offre de participer au coût des travaux de raccordement eau et assainissement par le versement à la Régie des Eaux de la somme maximum de 338 771,20 € HT, soit 406 525,44 TTC, correspondant au paiement de l'opération.

A court terme, ce bâtiment permettra d'accueillir l'entreprise OC consigne qui est sous statut de société coopérative de production (SCOP).

OC'Consigne structure et anime une filière de réemploi des emballages en verre sur le territoire Languedoc-Roussillon-Cévennes-Grands Causses. Les missions principales d'OC'Consigne sont la sensibilisation du grand public et l'accompagnement des professionnels dans leur transition vers le réemploi, ainsi que l'organisation de la collecte, du lavage et de la vente d'emballages en verre. A ce jour, une trentaine de producteurs et distributeurs utilisent la solution de consigne de verre proposée par OC'Consigne. Afin de développer davantage son activité, l'entreprise OC'Consigne a besoin de mettre en place une unité industrielle de lavage et de contrôle de qualité sur le territoire de la Métropole.

La consigne de verre représente une opportunité à la fois environnementale économique et d'attractivité territoriale pour Montpellier Méditerranée Métropole. D'un côté le réemploi des emballages en verre réduit fortement les émissions de gaz à effet de serre par rapport aux solutions de recyclage de verre. De l'autre côté, OC'Consigne deviendra une Entreprise d'Insertion en 2023, créant 5 postes durables au démarrage. De plus, le développement de la consigne de verre sur le territoire de la Métropole permettra de diminuer les frais de gestion des déchets de verre. Dans un contexte de pénurie des matières premières et du verre en particulier, il s'agit également d'assurer une plus grande résilience territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'offre de concours entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-216774-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention offre de concours VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.